

LETTRE D'OPINION

Devenir un leader mondial, oui mais...

En ce 21 septembre, journée internationale de la paix, il peut être opportun de rappeler le rôle positif qu'a historiquement joué le Canada dans la promotion de la paix dans le monde. Notamment en prenant l'initiative de la résolution onusienne qui, en 1956, a mis en place les Casques bleus, les soldats gardiens de la paix et en assumant un rôle des plus actifs pour l'établissement d'une convention internationale, signée à Ottawa en 1997, interdisant l'usage des mines antipersonnel.

Depuis son arrivée au pouvoir, le Parti libéral de Justin Trudeau affirme souhaiter « rétablir le leadership du Canada sur la scène mondiale ». Reste cependant à savoir comment y parvenir.

Augmentation des dépenses militaires de 70 %

En juin dernier, Ottawa faisait l'annonce d'une nouvelle politique de défense. Aux grands maux, les gros moyens: de 18,9 milliards de dollars que coûtent actuellement les dépenses militaires canadiennes annuelles, ce montant atteindra plus de 62 milliards au terme des 20 prochaines années. Une augmentation, pas banale, de plus de 70%. Les demandes de Washington, pressant les membres de l'OTAN d'augmenter leur participation financière pour atteindre 2% de leur PIB respectif, ne sont pas innocentes dans cette augmentation. Est-ce en se préparant à la guerre que le Canada entend promouvoir la paix dans le monde?

On apprenait, dans une annonce qui suivait de peu celle du budget de la défense, que l'aide publique au développement ne bénéficierait quant à elle d'aucune augmentation. Triste constat puisque le développement et l'instauration d'un climat de paix sont intimement liés. À hauteur de 5,67 milliards de dollars, l'aide au développement représente 0,27 % du revenu national brut (RNB) canadien, loin de l'objectif fixé par les Nations Unies, appelant les pays à allouer 0,7% de leurs RNB à l'aide publique au développement.

Ventes d'armes à des régimes répressifs

Et que penser du fait que le Canada n'ait toujours pas ratifié le Traité sur le commerce des armes de l'ONU et qu'on maintienne, en dépit d'atteintes graves aux droits humains, des contrats de vente d'armes et d'équipement militaire, aussi juteux soient-ils, avec des pays tels que l'Arabie Saoudite ou les Émirats arabes unis? Des pays où sévissent l'application de la peine capitale, les atteintes à la liberté d'expression et aux droits des femmes, sans parler des crimes de guerre au Yémen dont est accusée l'Arabie Saoudite et ses liens avérés avec des groupes terroristes. Sont-ce là les valeurs que le Canada veut promouvoir sur la scène mondiale?

Les enjeux climatiques

À l'heure où l'importance des enjeux des changements climatiques se manifeste de façon abrupte et spectaculaire via les tragédies vécues tout récemment, n'est-il pas préférable, pour être un « leader » sur la scène mondiale, d'agir pour contrer le réchauffement de la planète? D'autant plus que celui-ci risque de provoquer ou d'exacerber de nombreux conflits armés, notamment pour le contrôle des ressources naturelles, en plus de jeter sur les routes et dans les mers quelque 250 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050 comme le prévoit l'ONU.

Jean-Claude Landry, président

Au nom des membres du CA du Comité de Solidarité/Trois-Rivières

Pour informations :

Alice Grinand
Coordonnatrice des communications
Comité de Solidarité/Trois-Rivières
942, rue Sainte-Geneviève
Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6
819-373-2598 poste 302
alice.grinand@cs3r.org